

ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

climat

Question au Gouvernement n° 3372

Texte de la question

COP21

Mme la présidente. La parole est à Mme Françoise Imbert, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Françoise Imbert. Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Le 6 décembre prochain, 147 chefs d'État vont se réunir pour la Conférence de Paris sur le climat. C'est un événement majeur, que nous avons tous souhaité maintenir malgré les attentats. Voilà près de trente-cinq ans que la communauté internationale se donne des rendez-vous sur le sujet : la Conférence de Paris doit marquer un tournant.

Avec la COP21, c'est l'avenir de l'humanité qui se joue! La température moyenne annuelle augmente et pourrait atteindre près de 5 degrés de plus d'ici à 2100. On prévoit une hausse de près de quatre-vingt-deux centimètres du niveau de la mer si nos pratiques ne changent pas. Vous pouvez en imaginer les conséquences tragiques!

Cet été, nous avons adopté la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte. Nos objectifs sont dans ce texte : réduire de moitié notre consommation énergétique d'ici à 2050 ou encore baisser de 40 % les émissions de gaz à effet de serre sur la période 1990-2030.

Sur le plan diplomatique, le Président de la République a multiplié les rencontres. Cette semaine, il s'entretient avec le Président Obama, avec Vladimir Poutine, avec le Président chinois Xi Jinping, avec David Cameron et avec le Premier ministre canadien Justin Trudeau, pour parler avant tout de Daech, mais aussi de la COP21. Depuis de nombreux mois, le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, se déplace partout dans le monde pour obtenir des engagements.

En 2002, au quatrième sommet de la Terre, Jacques Chirac avait déclaré : « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. » En ces temps si particuliers, je souhaite reprendre ses propos.

M. Yves Censi. Bonne référence! (Sourires.)

Mme Françoise Imbert. Aujourd'hui, la France a décidé, avec d'autres, de ne pas détourner le regard.

Madame la ministre, comment la France se bat-elle pour maintenir le réchauffement climatique mondial en deçà de deux degrés et pour obtenir des objectifs contraignants ? (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)

Mme la présidente. La parole est à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Mme Ségolène Royal, *ministre de l'écologie*, *du développement durable et de l'énergie*. Madame la députée, tout être humain a deux patries : la sienne et la planète. Jamais cette affirmation n'a été aussi vibrante qu'aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle, comme je le disais tout à l'heure, les chefs d'État et de gouvernement de 147 pays seront à Paris pour prendre des décisions ambitieuses et contraignantes.

Pour être crédibles vis-à-vis des peuples, nous devons aussi transformer ces engagements en actions opérationnelles. C'est tout le sens et toute la nouveauté de la Conférence de Paris puisque dès lundi prochain, la semaine de l'action et des engagements opérationnels sera au cœur de cette conférence. La France arrive en position de force au sens où elle est là pour donner une impulsion et faire converger les différentes initiatives. Nous sommes en position de force parce que votre assemblée a voté la loi de transition énergétique pour la croissance verte et les stratégies bas carbone qui ont fait l'objet de la publication d'un décret au Journal officiel la semaine dernière, parce que nous avons réalisé la programmation pluriannuelle de l'énergie. J'ajoute que la France va prendre l'initiative, au cours de la COP21, de rassembler les pays favorables à un prix du carbone fixé avec les entreprises et les investisseurs, qui vont désormais doubler leurs engagements dans le domaine de la recherche sur les énergies renouvelables.

Nous avons besoin de tous : les citoyens et les associations doivent s'engager. Mais nous avons aussi besoin de tout le secteur économique et financier, qui doit comprendre qu'aujourd'hui, relever le défi climatique est une chance pour l'emploi, pour la santé publique et pour sauver l'humanité. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)

Données clés

Auteur : Mme Françoise Imbert

Circonscription: Haute-Garonne (5e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3372 Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Écologie, développement durable et énergie Ministère attributaire : Écologie, développement durable et énergie

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 25 novembre 2015

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 25 novembre 2015